

[Communiqué au Conseil,
aux Membres de la Société des Nations,
et aux États non membres
invités à la Conférence.]

N° officiel: **C. 224. M. 111.** 1930. V.
[Conf. C. D. I. 22]

Genève, le 2 mai 1930.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONFÉRENCE POUR LA CODIFICATION
DU DROIT INTERNATIONAL

(La Haye, mars-avril 1930.)

CONVENTION

CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX

CONFLITS DE LOIS
SUR LA NATIONALITÉ

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE FOR THE CODIFICATION
OF INTERNATIONAL LAW

(The Hague, March-April 1930).

CONVENTION

ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE

CONFLICT OF NATIONALITY LAWS

Série de Publications de la Société des Nations

V. QUESTIONS JURIDIQUES
1930. V. 3.

CONVENTION CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ

[Indication des Hautes Parties Contractantes.]

Considérant qu'il importerait de régler par voie d'accord international les questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité ;

Convaincus qu'il est de l'intérêt général de la communauté internationale de faire admettre par tous ses membres que tout individu devrait avoir une nationalité et n'en posséder qu'une seule ;

Reconnaissant par suite que l'idéal vers lequel l'humanité doit s'orienter dans ce domaine consiste à supprimer tout ensemble les cas d'apatridie et ceux de double nationalité ;

Estimant que, dans les conditions économiques et sociales existant actuellement dans les divers pays, il n'est pas possible de procéder dès maintenant à un règlement uniforme de tous les problèmes susindiqués ;

Désireux néanmoins de commencer cette grande œuvre par un premier essai de codification progressive, en réglant celles des questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité sur lesquelles une entente internationale est présentement possible,

Ont résolu de conclure une Convention et, à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

[Désignation des Plénipotentiaires.]

LESQUELS, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

CHAPITRE PREMIER — PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article premier.

Il appartient à chaque État de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux. Cette législation doit être admise par les autres États, pourvu qu'elle soit en accord avec les conventions internationales, la coutume internationale et les principes de droit généralement reconnus en matière de nationalité.

Article 2.

Toute question relative au point de savoir si un individu possède la nationalité d'un État doit être résolue conformément à la législation de cet État.

Article 3.

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, un individu possédant deux ou plusieurs nationalités pourra être considéré, par chacun des États dont il a la nationalité, comme son ressortissant.

Article 4.

Un État ne peut exercer sa protection diplomatique au profit d'un de ses nationaux à l'encontre d'un État dont celui-ci est aussi le national.

Article 5.

Dans un État tiers, l'individu possédant plusieurs nationalités devra être traité comme s'il n'en avait qu'une. Sans préjudice des règles de droit appliquées dans l'État tiers en matière de statut personnel et sous réserve des conventions en vigueur, cet État pourra, sur son territoire, reconnaître exclusivement, parmi les [nationalités que possède un tel individu, soit la nationalité du pays dans lequel il a sa résidence habituelle et principale, soit la nationalité de celui auquel, d'après les circonstances, il apparaît comme se rattachant le plus en fait.

CONVENTION ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE CONFLICT OF NATIONALITY LAWS.

[*Names of the High Contracting Parties.*]

Considering that it is of importance to settle by international agreement questions relating to the conflict of nationality laws;

Being convinced that it is in the general interest of the international community to secure that all its members should recognise that every person should have a nationality and should have one nationality only;

Recognising accordingly that the ideal towards which the efforts of humanity should be directed in this domain is the abolition of all cases both of statelessness and of double nationality;

Being of opinion that, under the economic and social conditions which at present exist in the various countries, it is not possible to reach immediately a uniform solution of all the above-mentioned problems;

Being desirous, nevertheless, as a first step toward this great achievement, of settling in a first attempt at progressive codification, those questions relating to the conflict of nationality laws on which it is possible at the present time to reach international agreement,

Have decided to conclude a Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries:

[*Designation of Plenipotentiaries.*]

WHO, having deposited their full powers found in good and due form, HAVE AGREED AS FOLLOWS:

CHAPTER I.—GENERAL PRINCIPLES.

Article 1.

It is for each State to determine under its own law who are its nationals. This law shall be recognised by other States in so far as it is consistent with international conventions, international custom, and the principles of law generally recognised with regard to nationality.

Article 2.

Any question as to whether a person possesses the nationality of a particular State shall be determined in accordance with the law of that State.

Article 3.

Subject to the provisions of the present Convention, a person having two or more nationalities may be regarded as its national by each of the States whose nationality he possesses.

Article 4.

A State may not afford diplomatic protection to one of its nationals against a State whose nationality such person also possesses.

Article 5.

Within a third State, a person having more than one nationality shall be treated as if he had only one. Without prejudice to the application of its law in matters of personal status and of any conventions in force, a third State shall, of the nationalities which any such person possesses, recognise exclusively in its territory either the nationality of the country in which he is habitually and principally resident, or the nationality of the country with which in the circumstances he appears to be in fact most closely connected.

Article 6.

Sous réserve du droit pour un État d'accorder une plus large faculté de répudier sa nationalité, tout individu possédant deux nationalités acquises sans manifestation de volonté de sa part pourra renoncer à l'une d'elles, avec l'autorisation de l'État à la nationalité duquel il entend renoncer.

Cette autorisation ne sera pas refusée à l'individu qui a sa résidence habituelle et principale à l'étranger, pourvu que soient remplies les conditions requises par la loi de l'État à la nationalité duquel il entend renoncer.

CHAPITRE II — DU PERMIS D'EXPATRIATION

Article 7.

Le permis d'expatriation, en tant qu'il est prévu par une législation, n'entraîne la perte de la nationalité de l'État qui l'a délivré que si le titulaire du permis possède déjà une seconde nationalité, ou, sinon, qu'à partir du moment où il en acquiert une nouvelle.

Le permis d'expatriation devient caduc si le titulaire n'acquiert pas une nationalité nouvelle dans le délai fixé par l'État qui l'a délivré. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un individu qui, au moment où il reçoit le permis d'expatriation, possède déjà une autre nationalité que celle de l'État qui le lui délivre.

L'État dont la nationalité est acquise par un individu titulaire d'un permis d'expatriation notifiera cette acquisition à l'État qui a délivré le permis.

CHAPITRE III — DE LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE

Article 8.

Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite de mariage avec un étranger, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité de son mari.

Article 9.

Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite du changement de nationalité de son mari au cours du mariage, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité nouvelle de son mari.

Article 10.

La naturalisation du mari au cours du mariage n'entraîne le changement de nationalité de sa femme que du consentement de celle-ci.

Article 11.

La femme qui, d'après la loi de son pays, a perdu sa nationalité par suite de son mariage, ne la recouvre après la dissolution de celui-ci que si elle en fait la demande et conformément à la loi de ce pays. Dans ce cas elle perd la nationalité qu'elle avait acquise par suite de son mariage.

CHAPITRE IV — DE LA NATIONALITÉ DES ENFANTS

Article 12.

Les dispositions légales relatives à l'attribution de la nationalité d'un État en raison de la naissance sur son territoire ne s'appliquent pas de plein droit aux enfants dont les parents jouissent des immunités diplomatiques dans le pays de la naissance.

La loi de chaque État doit permettre que, dans le cas où des enfants de consuls de carrière ou de fonctionnaires d'États étrangers chargés de missions officielles par leurs gouvernements possèdent deux nationalités par suite de leur naissance, ils puissent être dégagés, par voie de répudiation ou autrement, de la nationalité du pays où ils sont nés, à condition toutefois qu'ils conservent la nationalité de leurs parents.

Article 6.

Without prejudice to the liberty of a State to accord wider rights to renounce its nationality, a person possessing two nationalities acquired without any voluntary act on his part may renounce one of them with the authorisation of the State whose nationality he desires to surrender.

This authorisation may not be refused in the case of a person who has his habitual and principal residence abroad, if the conditions laid down in the law of the State whose nationality he desires to surrender are satisfied.

CHAPTER II.—EXPATRIATION PERMITS.

Article 7.

In so far as the law of a State provides for the issue of an expatriation permit, such a permit shall not entail the loss of the nationality of the State which issues it, unless the person to whom it is issued possesses another nationality or unless and until he acquires another nationality.

An expatriation permit shall lapse if the holder does not acquire a new nationality within the period fixed by the State which has issued the permit. This provision shall not apply in the case of an individual who, at the time when he receives the expatriation permit, already possesses a nationality other than that of the State by which the permit is issued to him.

The State whose nationality is acquired by a person to whom an expatriation permit has been issued, shall notify such acquisition to the State which has issued the permit.

CHAPTER III.—NATIONALITY OF MARRIED WOMEN.

Article 8.

If the national law of the wife causes her to lose her nationality on marriage with a foreigner, this consequence shall be conditional on her acquiring the nationality of the husband.

Article 9.

If the national law of the wife causes her to lose her nationality upon a change in the nationality of her husband occurring during marriage, this consequence shall be conditional on her acquiring her husband's new nationality.

Article 10.

Naturalisation of the husband during marriage shall not involve a change in the nationality of the wife except with her consent.

Article 11.

The wife who, under the law of her country, lost her nationality on marriage shall not recover it after the dissolution of the marriage except on her own application and in accordance with the law of that country. If she does recover it, she shall lose the nationality which she acquired by reason of the marriage.

CHAPTER IV.—NATIONALITY OF CHILDREN.

Article 12.

Rules of law which confer nationality by reason of birth on the territory of a State shall not apply automatically to children born to persons enjoying diplomatic immunities in the country where the birth occurs.

The law of each State shall permit children of consuls *de carrière*, or of officials of foreign States charged with official missions by their Governments, to become divested, by repudiation or otherwise, of the nationality of the State in which they were born, in any case in which on birth they acquired dual nationality, provided that they retain the nationality of their parents.

Article 13.

La naturalisation des parents fait acquérir à ceux de leurs enfants, qui sont mineurs d'après la loi de l'État qui accorde la naturalisation, la nationalité de cet État. La loi dudit État peut déterminer les conditions auxquelles est subordonnée dans ce cas l'acquisition de sa nationalité. Dans les cas où la loi d'un État n'étend pas les effets de la naturalisation des parents à leurs enfants mineurs, ceux-ci conservent leur nationalité.

Article 14.

L'enfant dont aucun des parents n'est connu a la nationalité du pays où il est né. Si la filiation de l'enfant vient à être établie, la nationalité de celui-ci sera déterminée d'après les règles applicables dans les cas où la filiation est connue.

L'enfant trouvé est, jusqu'à preuve du contraire, présumé né sur le territoire de l'État où il a été trouvé.

Article 15.

Lorsque la nationalité d'un État n'est pas acquise de plein droit par suite de la naissance sur le territoire de cet État, l'enfant qui y est né de parents sans nationalité ou de nationalité inconnue peut obtenir la nationalité dudit État. La loi de celui-ci déterminera les conditions auxquelles sera subordonnée dans ces cas l'acquisition de sa nationalité.

Article 16.

Si la loi d'un État admet qu'un enfant naturel possédant la nationalité de cet État, peut la perdre par suite d'un changement d'état civil (légitimation, reconnaissance), cette perte sera toutefois subordonnée à l'acquisition de la nationalité d'un autre État, d'après la loi de ce dernier relative aux effets du changement d'état civil sur la nationalité.

CHAPITRE V — DE L'ADOPTION

Article 17.

Si la loi d'un État admet la perte de la nationalité par suite d'adoption, cette perte sera toutefois subordonnée à l'acquisition par l'adopté de la nationalité de l'adoptant, conformément à la loi de l'État dont celui-ci est ressortissant et relative aux effets de l'adoption sur la nationalité.

CHAPITRE VI — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 18.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les principes et règles insérés aux articles ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie actuellement du droit international.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

Article 19.

Rien dans la présente Convention ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

Article 20.

En signant ou ratifiant la présente Convention ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 à 17 et 21 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie Contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie Contractante.

Article 13.

Naturalisation of the parents shall confer on such of their children as, according to its law, are minors the nationality of the State by which the naturalisation is granted. In such case the law of that State may specify the conditions governing the acquisition of its nationality by the minor children as a result of the naturalisation of the parents. In cases where minor children do not acquire the nationality of their parents as the result of the naturalisation of the latter, they shall retain their existing nationality.

Article 14.

A child whose parents are both unknown shall have the nationality of the country of birth. If the child's parentage is established, its nationality shall be determined by the rules applicable in cases where the parentage is known.

A foundling is, until the contrary is proved, presumed to have been born on the territory of the State in which it was found.

Article 15.

Where the nationality of a State is not acquired automatically by reason of birth on its territory, a child born on the territory of that State of parents having no nationality, or of unknown nationality, may obtain the nationality of the said State. The law of that State shall determine the conditions governing the acquisition of its nationality in such cases.

Article 16.

If the law of the State, whose nationality an illegitimate child possesses, recognises that such nationality may be lost as a consequence of a change in the civil status of the child (legitimation, recognition), such loss shall be conditional on the acquisition by the child of the nationality of another State under the law of such State relating to the effect upon nationality of changes in civil status.

CHAPTER V.—ADOPTION.

Article 17.

If the law of a State recognises that its nationality may be lost as the result of adoption, this loss shall be conditional upon the acquisition by the person adopted of the nationality of the person by whom he is adopted, under the law of the State of which the latter is a national relating to the effect of adoption upon nationality.

CHAPTER VI.—GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 18.

The High Contracting Parties agree to apply the principles and rules contained in the preceding articles in their relations with each other, as from the date of the entry into force of the present Convention.

The inclusion of the above-mentioned principles and rules in the Convention shall in no way be deemed to prejudice the question whether they do or do not already form part of international law.

It is understood that, in so far as any point is not covered by any of the provisions of the preceding articles, the existing principles and rules of international law shall remain in force.

Article 19.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any treaty, convention or agreement in force between any of the High Contracting Parties relating to nationality or matters connected therewith.

Article 20.

Any High Contracting Party may, when signing or ratifying the present Convention or acceding thereto, append an express reservation excluding any one or more of the provisions of Articles 1 to 17 and 21.

The provisions thus excluded cannot be applied against the Contracting Party who has made the reservation nor relied on by that Party against any other Contracting Party.

Article 21.

S'il s'élève entre les Hautes Parties Contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 22.

La présente Convention pourra être signée, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non Membre, invité à la première Conférence de Codification ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de ladite Convention.

Article 23.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux États non Membres visés à l'article 22, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

Article 24.

A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout État non Membre visé à l'article 22, au nom duquel la Convention n'a pas été signée à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un Acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non Membres visés à l'article 22, en indiquant la date à laquelle l'Acte d'adhésion a été déposé.

Article 25.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout État non Membre visés à l'article 22, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 26.

La présente Convention entrera en vigueur le 90^{me} jour après la date du procès-verbal visé à l'article 25 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des États non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou États non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, la Convention entrera en vigueur le 90^{me} jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

Article 27.

A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout État non Membre à l'égard duquel la présente Convention est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de cette Convention. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou États non Membres à l'égard desquels la Convention est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des États non Membres visés à

Article 21.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement, in accordance with the constitutional procedure of each of the parties to the dispute. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the parties to the dispute are parties to the Convention of the 16th December, 1920, relating to the Statute of that Court, and if any of the parties to the dispute is not a party to the Protocol of the 16th December, 1920, the dispute shall be referred to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Conflicts.

Article 22.

The present Convention shall remain open until the 31st December, 1930, for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-Member State invited to the First Codification Conference or to which the Council of the League of Nations has communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 23.

The present Convention is subject to ratification. Ratifications shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

The Secretary-General shall give notice of the deposit of each ratification to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 22, indicating the date of its deposit.

Article 24.

As from January 1st, 1931, any Member of the League of Nations and any non-Member State mentioned in Article 22 on whose behalf the Convention has not been signed before that date, may accede thereto.

Accession shall be effected by an instrument deposited with the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General of the League of Nations shall give notice of each accession to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 22, indicating the date of the deposit of the instrument.

Article 25.

A procès-verbal shall be drawn up by the Secretary-General of the League of Nations as soon as ratifications or accessions on behalf of ten Members of the League of Nations or non-Member States have been deposited.

A certified copy of this procès-verbal shall be sent by the Secretary-General of the League of Nations to each Member of the League of Nations and to each non-Member State mentioned in Article 22.

Article 26.

The present Convention shall enter into force on the 90th day after the date of the procès-verbal mentioned in Article 25 as regards all Members of the League of Nations or non-Member States on whose behalf ratifications or accessions have been deposited on the date of the procès-verbal.

As regards any Member of the League or non-Member State on whose behalf a ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall enter into force on the 90th day after the date of the deposit of a ratification or accession on its behalf.

Article 27.

As from January 1st, 1936, any Member of the League of Nations or any non-Member State in regard to which the present Convention is then in force, may address to the Secretary-General of the League of Nations a request for the revision of any or all of the provisions of this Convention. If such a request, after being communicated to the other Members of the League and non-Member States in regard to which the Convention is then in force, is supported within one year by at least nine of them, the Council of the League of Nations shall decide, after consultation with the Members of the League of

l'article 22, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette revision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'en cas de revision de la présente Convention, la Convention nouvelle pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention de toutes les dispositions de celle-ci ou de certaines d'entre elles.

Article 28.

La présente Convention peut être dénoncée.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non Membres visés à l'article 22.

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'État non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

Article 29.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, Elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'Elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. De même, chacune des Hautes Parties Contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'Elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Chacune des Hautes Parties Contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 20 de la présente Convention en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non Membres, visés à l'article 22, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 30.

La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

Article 31.

Les textes français et anglais de la présente Convention font également foi.

Nations and the non-Member States mentioned in Article 22, whether a conference should be specially convoked for that purpose or whether such revision should be considered at the next conference for the codification of international law.

The High Contracting Parties agree that, if the present Convention is revised, the revised Convention may provide that upon its entry into force some or all of the provisions of the present Convention shall be abrogated in respect of all of the Parties to the present Convention.

Article 28.

The present Convention may be denounced.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22.

Each denunciation shall take effect one year after the receipt by the Secretary-General of the notification but only as regards the Member of the League or non-Member State on whose behalf it has been notified.

Article 29.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories; and the present Convention shall not apply to any territories or to the parts of their population named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories or to the parts of their population which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories or the parts of their population named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories, and the Convention shall cease to apply to the territories or to the parts of their population named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. Any High Contracting Party may make the reservations provided for in Article 20 in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of these territories, at the time of signature, ratification or accession to the Convention or at the time of making a notification under the second paragraph of this article.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 30.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

Article 31.

The French and English texts of the present Convention shall both be authoritative.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le douze avril mil neuf cent trente, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Secrétaire général à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non Membres invités à la première Conférence pour la Codification du Droit international.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at The Hague on the twelfth day of April, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be transmitted by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and all the non-Member States invited to the First Conference for the Codification of International Law.

ALLEMAGNE

GÖPPERT
HERING

GERMANY

AUTRICHE

LEITMAIER

AUSTRIA

BELGIQUE

J. DE RUELLE

BELGIUM

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la Colonie du Congo et les Terri-
toires sous mandat.¹

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés de la
Société des Nations.

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
and all Parts of the British
Empire which are not separate
Members of the League of Nations.

[Translation by the Secretariat of the League of Nations.]

¹ Subject to accession later for the colony of the Congo and the mandated territories.

AUSTRALIE

AUSTRALIA

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

UNION SUD-AFRICAINE

UNION OF SOUTH AFRICA

Charles W. H. LANSDOWN

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

IRISH FREE STATE

John J. HEARNE

INDE

INDIA

In accordance with the provisions of Article 29 of this Convention I declare that His Britannic Majesty does not assume any obligation in respect of the territories in India of any Prince or Chief under His Suzerainty or the population of the said territories.¹

Basanta Kumar MULICK

[Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.]

¹ Conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention, je déclare que Sa Majesté britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté ou en ce qui concerne la population desdits territoires.

CHILI

Miguel CRUCHAGA
Alejandro ALVAREZ
H. MARCHANT

CHILE

COLOMBIE

A. J. RESTREPO
Francisco José URRUTIA
Sous réserve de l'article 10.¹

COLOMBIA

CUBA

Ad referendum.
Sous réserve des articles 9, 10, 11.²
DIAZ DE VILLAR
Carlos DE ARMENTEROS

CUBA

DANEMARK

Sous réserve des articles 5 et 11.³
MARTENSEN-LARSEN
V. LORCK

DENMARK

[Translations by the Secretariat of the League of Nations.]

¹ Subject to reservation as regards Article 10.

² *Ad referendum* subject to reservation as regards Articles 9, 10 and 11.

³ Subject to reservation as regards Articles 5 and 11.



VILLE LIBRE DE DANTZIG

Stefan SIECZKOWSKI.

FREE CITY OF DANZIG

ÉGYPTE

A. BADAoui
M. Sid AHMED

EGYPT

ESPAGNE

A. GOICOECHEA

SPAIN

ESTONIE

A. PIIP
Al. WARMA.

ESTONIA

FRANCE

Paul MATTER
A. KAMMERER

FRANCE

GRÈCE

Ad referendum.
Megalos CALOYANNI
Jean SPIROPOULOS

GREECE

ISLANDE

Ad referendum.
Sveinn BJØRNSSON

ICELAND

ITALIE

Amedeo GIANNINI

ITALY

LETTONIE

Charles DUZMANS
Robert AKMENTIN

LATVIA

LUXEMBOURG

Conrad STUMPER

LUXEMBURG

MEXIQUE

Sous réserve de l'alinéa 2 de l'article 1.¹
Eduardo SUAREZ

MEXICO

PAYS-BAS

NETHERLANDS

Les Pays-Bas :

- 1° Excluent de leur acceptation les articles 8, 9 et 10 ;
- 2° N'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.²

v. EYSINGA
J. KOSTERS.

PÉROU

Sous réserve de l'article quatre.³
M. H. CORNEJO.

PERU

POLOGNE

Stefan SIECZKOWSKI.
S. RUNDSTEIN
J. MAKOWSKI

POLAND

PORTUGAL

José CAEIRO DA MATTA
José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES
Prof. Doutor J. LOBO D'AVILA LIMA

PORTUGAL

SALVADOR

J. Gustavo GUERRERO

SALVADOR

[*Translation by the Secretariat of the League of Nations.*]

¹ Subject to reservation as regards paragraph 2 of Article 1.

² The Netherlands :

(1) Exclude from acceptance Articles 8, 9 and 10.

(2) Do not intend to assume any obligation as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

³ Subject to reservation as regards Article 4.

SUISSE

Sous réserve de l'article 10¹.
V. MERZ
Paul DINICHERT

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

Miroslav PLEŠINGER-BOŽINOV
Dr. VÁCLAV JOACHIM

CZECHOSLOVAKIA

URUGUAY

E. E. BUERO

URUGUAY

Copie certifiée conforme.

Pour le Secrétaire général :

Certified true copy.

For the Secretary-General :

*Conseiller juridique du
Secrétariat.*

*Legal Adviser of the
Secretariat.*

[Translation by the Secretariat of the League of Nations.]

¹ Subject to reservation as regards Article 10.

